



MARCHE DE FOURNITURES

Cahier des Clauses Particulières
n° 24-29

Acheteur

Université de Toulon

Adresse physique : Avenue de l'université - 83130 La Garde - France

Adresse postale : CS 60584 La Garde Cedex 9

Téléphone : +33 04 94 14 20 00 - www.univ-tln.fr

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Président de l'Université de Toulon

Objet du marché

24-29 Acquisition d'une station d'électrochimie locale à balayage composée du module de microscopie électrochimique à balayage (SECM) et du module de spectrométrie d'impédance électrochimique locale (LEIS), assortie d'équipements et accessoires dédiés.

<u>Informations administratives</u>	<u>Informations techniques et fonctionnelles</u>
Pôle achat – Direction des Finances, des achats et du Contrôle Interne CS 60584 83401 TOULON cedex 9 Sabine Carpentier Tél. : 04 94 14 26 88 Fax : 04 94 14 29 52 Courriel : pole-achat@univ-tln.fr	Se rapprocher du pôle achat

Ordonnateur de la dépense : le Président de l'université en exercice.

Comptable assignataire de la dépense : Agent comptable de l'université en exercice
Tél. : 04.94.14.23.87 – Fax : 04.94.14.21.31

SOMMAIRE

1.	Objet du marché - Dispositions générales	5
1.1	Préambule.....	5
1.2	Objet du marché.....	5
1.3	Livraison et lieu d'exécution	5
1.4	Formation	6
1.5	Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	6
2.	Durée du marché et Délais d'exécution.....	6
2.1	Durée du marché.....	6
2.2	Délais d'exécution	6
3.	Pièces constitutives du marché	7
	Pièces réglementaires.....	7
	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	7
	Vérification des documents	7
4.	Forme des notifications et informations au titulaire	8
5.	Prix - Variation du prix.....	8
5.1	Contenu des prix	8
5.2	Variation du prix	9
6.	Retenue de garantie	9
7.	Avance	10
7.1	Modalités de règlement de l'avance	10
7.2	Modalités de résorption de l'avance	10
8.	Règlement des comptes	10
8.1	Modalités de règlement du prix.....	10
8.1.1	Transmission des demandes de paiement	12
8.2	Délais de paiement.....	12
8.3	Intérêts moratoires	12
8.4	Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires	12
9.	Modalités d'exécution du marché	13
9.1	Stockage, emballage et transport	13
9.2	Installation, mise en service	13
9.3	Formation.....	14
9.4	Conditions de livraison	14

9.5 Prestations supplémentaires ou modificatives	15
10. Pénalités	15
10.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	15
10.2 Autres pénalités.....	16
11. Constatation de l'exécution des prestations.....	16
11.1 Admission du matériel	16
12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	17
13. Garanties	17
13.1 Durée de la garantie	18
13.2 Périmètre de la garantie	18
13.3 Délai de remplacement au titre de la garantie	18
13.4 Privation de jouissance.....	18
14. Assurances	19
15. Différends	19
16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	19
17. Résiliation du marché	19
17.1 Résiliation pour faute.....	19
17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
18. Clauses techniques	20
18.1 Règlement, normes et documentation	20
18.2 Caractéristiques techniques détaillées et exigences minimales.....	20
18.2.1 Spécification techniques obligatoires	20
18.2.2 Service après-vente (SAV).....	22
18.2.3 Livrables et documentation	22
19. Droits et Langue	23
19.1 Règlement amiable des différends	23
19.2 Litige	23
19.3 Langue	23
20. Clauses complémentaires.....	23
21. Dérogations aux documents généraux.....	25

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Préambule

L'université de Toulon est désignée dans le présent marché sous l'appellation « Université de Toulon », « UTLN », « l'université », « l'acheteur » ou encore « le pouvoir adjudicateur ».

L'opérateur économique retenu pour réaliser les prestations est désigné dans le présent marché sous l'appellation « le titulaire ».

Le Code de la commande publique est désigné sous l'abréviation « CCP ».

Le cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et de services est désigné sous l'abréviation « CCAG FCS ».

Le présent cahier des clauses administratives particulières est désigné sous l'abréviation «CCP».

1.2 Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet :

L'acquisition d'une station d'électrochimie locale à balayage composée du module de microscopie électrochimique à balayage (SECM) avec pilotage de la distance échantillon/électrode et du module de spectrométrie d'impédance électrochimique locale (LEIS). Cet équipement sera fourni avec plusieurs électrodes et cellules de mesure comme décrit dans le présent CCP.

Le campus universitaire de Toulon ne dispose pas encore de ce type de matériel.

Les utilisateurs sont le personnel du laboratoire MAPIEM, les étudiants de l'école d'ingénieur SeaTech & de l'UFR Sciences et techniques dans le cadre de travaux pratiques et potentiellement le service de prestation SIM (plateforme).

Le matériel fourni devra être obligatoirement neuf.

1.3 Livraison et lieu d'exécution

Le titulaire est responsable de son transporteur.

Les appareils, matériels et accessoires, seront livrés, stockés, **non déballés** à l'adresse suivante :

Campus universitaire de La Garde / La Valette - Ecole d'ingénieur SEATECH

Bâtiment X – Rez-de-chaussée Aile matériaux (plan d'accès ci-joint).

Avenue de l'université

83130 La Garde.

Le délai de livraison souhaité est compris entre 3 et 8 mois et ne devra pas dépasser 9 mois. Des pénalités de retard cf. article 10 du présent CCP seront appliquées suivant le délai de livraison indiqué au bon de commande et dans le cadre du mémoire technique.

Le matériel devra être idéalement livré début septembre 2025 et l'installation du système ainsi

que la formation des personnels devront être réalisées avant fin octobre 2025.

Le délai de livraison devra être indiqué dans le cadre du mémoire technique et dans l'offre (annexe financière). **L'université sera fermée du 18/07/2025 au soir au 25/08/2025 au matin.**

1.4 Formation

Le titulaire assure la formation des personnels de l'acheteur chargé d'utiliser les fournitures.

Les formations seront organisées par le titulaire dans les conditions définies à l'article 9.3 du présent CCP.

1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) prévue à l'article 10.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

2. Durée du marché et Délais d'exécution

2.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour la période nécessaire à sa réalisation à compter de la date de notification jusqu'à l'échéance de la période de garantie contractuelle de base.

Cette période comprend la commande, la livraison, l'installation, la mise en marche, la formation et les opérations de vérifications de bon fonctionnement et de service régulier, garanties.

Il est non renouvelable.

2.2 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de réception de notification du bon de commande. Le délai maximum d'exécution est de 10 mois à réception du bon de commande émis et signé par le représentant de l'acheteur.

Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et son annexe financière, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi :
 - ✓ L'annexe financière du candidat (offre du devis détaillé) datée et signée par ses soins
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document

- Le cadre de réponse obligatoire du mémoire méthodologique (30 pages maximum recto verso hors annexes), et les fiches techniques, annexe de l'acte d'engagement
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les ordres de services postérieurs à la notification du marché.

Pièces réglementaires

- Code de la commande publique (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

Le CCAG concerné est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le présent marché est modifié par voie d'avenant et selon les clauses de réexamen prévues.

Vérification des documents

L'entreprise doit se rendre compte de l'importance des fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'elle jugerait

insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraires aux règles administratives à respecter.

Elle devra faire, dans son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix.

Avant toute exécution, l'entreprise devra vérifier les plans, la désignation des locaux dans lesquels elle doit intervenir, ainsi que tous les documents graphiques qui lui sont remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, elle deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au départ ou en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résulteraient. Le présent document ne pouvant prétendre à la description détaillée de toutes les opérations, le prestataire ne pourra, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omission ou de manque de renseignements pour refuser l'exécution des prestations jugées utiles à la parfaite exécution du marché.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5. Prix - Variation du prix

5.1 Contenu des prix

Le prix comprend :

- La livraison et les frais de débours nécessités par la prestation (frais de déplacement, emballages, livraison) ;
- La mise en service ;
- Les livrables (documentation) ;
- La formation ;
- Les instruments de mesures et tous leurs accessoires nécessaires à son bon fonctionnement ;
- La garantie constructrice de 2 ans minimum de la partie opérative (équipements), ou pendant la durée de vie prévue par le fabricant si celle-ci est supérieure à compter du jour de la signature du PV d'admission
- Les licences perpétuelles pour les différents logiciels, une garantie de 1 an minimum avec 5 ans de mises à jour gratuites, et 2 ans gratuits de montées de version.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix subiront une variation identique. Le titulaire adressera alors à la personne

publique de nouveaux tarifs toutes taxes comprises. Il en sera de même pour toute nouvelle éco-contribution mise en vigueur après la signature du marché sans qu'un avenant soit nécessaire.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées au prorata des quantités livrées.

5.2 Variation du prix

Les prix du marché sont fermes actualisables.

Conformément aux articles R2112-9 à R2212-12, le prix sera actualisable dans les cas suivants :

1° si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

2° L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations

Selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [I(n-3)/I_o]$$

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

I_{n-3} = Index I concerné du mois de réalisation moins 3 mois

I_o = Index I au mois d'établissement du prix du marché

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques Identifiant 010764349 Base 2021.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur sans prix provisoires

6. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ou de 3 % si le titulaire est une PME comme mentionné à l'article R2151.13 du code de la commande publique.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date

d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves

7. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30%.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

7.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois et en totalité

7.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65) /15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

8. Règlement des comptes

8.1 Modalités de règlement du prix

Pour chaque phase d'admission prévue à l'article 11 une facture est présentée correspondant au % indiqué.

Phase 1 : Admission de bon fonctionnement = 80 %

Phase 2 : Admission de VSR (vérification de service régulier) = 20 %

Le protocole de vérification est le suivant :

Phase 1 : Livraison, installation de l'ensemble des équipements & formation des personnels

- Livraison et vérification du matériel sous la responsabilité du vendeur. Installation par un technicien ou ingénieur puis vérification et validation de la conformité de l'ensemble des tests réalisés sur échantillons modèles (fournis par le vendeur, au moins un test par module). Pour faire les essais du module Secm avec acquisition de la topographie de l'échantillon, une pièce de monnaie sera utilisée.

- Formation des personnels, réalisée par un ingénieur, sur l'utilisation des différents modules (LEIS, SECM), accessoires & logiciels, et remise des livrables

Phase 2 : Le matériel et les accessoires seront testés pendant une période de 30 jours calendaires d'utilisation.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries, il s'agira du numéro du bon de commande (45000XXXX) ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement (ne rien mettre pour l'université de Toulon) ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition

de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

8.1.1 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017. Le n° du bon de commande (45000xxxxx) doit être obligatoirement renseigné. Il n'y a pas de code service. Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017.

8.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

8.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

9. Modalités d'exécution du marché

9.1 Stockage, emballage et transport

Concernant le stockage, l'emballage et le transport, les dispositions de l'article 20 CCAG FCS sont applicables.

9.2 Installation, mise en service

Postérieurement à la livraison, une date d'installation et de mise en service sera fixée par Ordre de service et adressé au titulaire. Dans tous les cas elle ne devra pas excéder 15 jours ouvrés la date de livraison.

Le titulaire devra indiquer dans le cadre de réponse technique un calendrier avec les dates de livraison ; installation et mise en service ; formation.

Le dépassement du délai de livraison et de mise en service fixé au BC/Ordre de service sera soumis aux pénalités de retard cf. l'article 10 du présent CCP.

Lors de cette installation, le technicien de la société fabricante aura la charge de vérifier l'état des marchandises lors de l'ouverture des cartons et cf. à l'article 11 du présent CCP.

Le prix de la livraison, installation sur site et sa mise en marche est inclus dans le prix total de l'offre.

Le titulaire devra réaliser l'installation complète et remettre un compte rendu des différents tests de performances conformes aux exigences de l'acheteur.

Modalités :

Tous les tests de vérifications devront être conformes (pas d'erreurs ou de valeurs hors normes).

Pour chaque technique (LEIS, SECM), un échantillon modèle devra être fourni.

La formation à l'utilisation, à la programmation et à la maintenance de l'équipement devra être d'une journée et demie au minimum. A cette occasion, les possibilités annoncées de l'instrument seront démontrées par le fournisseur incluant des démonstrations des différents accessoires et des explications sur la maintenance courante à réaliser.

Le vendeur sera tenu responsable en cas de détérioration de matériels (incluant les sondes-électrodes) durant la formation et devra remplacer gracieusement les éléments défectueux.

Le titulaire est tenu de renseigner la totalité du Cadre de mémoire technique sous peine de voir sa note fortement dévaluée.

9.3 Formation

La formation sera effectuée de préférence par un personnel du fournisseur ayant la qualité d'ingénieur ou équivalent et en présence des personnels utilisateurs (4 personnes).

Délai : Dans les 7 jours ouvrés (hors congés scolaires) maximum suivant la date de mise en service de la machine, fixé par ordre de service. Le dépassement du délai fixé de formation sera soumis aux pénalités de retard cf. l'article 10 du présent CCP.

La qualification, l'expérience et l'effectif de l'équipe chargée de la formation sera indiquée au mémoire technique.

Le candidat fournira dans son offre un plan de formation pour 4 personnes comprenant à minima :

- Présentation détaillée de chaque élément de l'équipement ;
- Démonstration de chaque technique d'analyse (préparation d'échantillon, programmation/acquisition, traitement des données)
- Formation à l'utilisation des logiciels (paramétrage des expériences, traitements des données et présentation des résultats en 2D & 3D).
- Le plan de maintenance préventive et sa réalisation ;

Le nombre de jours de formation (minimum 1 jour et demi soit 10 heures) ;

Deux ½ journées sont dédiées à la SECM et à la LEIS.

Un accompagnement à la demande gratuit et illimité par un ingénieur application serait grandement apprécié pour l'adaptation des techniques SECM & LEIS à nos échantillons et notre domaine de recherche.

Rappel : La mise en service et la formation devront se dérouler sur des journées ou demi-journées distinctes.

Si la formation est réalisée par un organisme tiers, le titulaire devra donner son nom, ses coordonnées et ses qualifications.

9.4 Conditions de livraison

Ces prestations seront réalisées selon les modalités ci-dessus cf. article 9.2. Le titulaire est responsable de son transporteur. L'équipement (la station d'électrochimie et tous ses équipements et accessoires) sera déposé au sein du bâtiment X au RDC aile Matériaux et selon les recommandations de manipulation du fournisseur. Les plans d'accès et du bâtiment sont joints en annexe du présent document. Ils sont donnés à titre indicatif.

Dans tous les cas, **le titulaire devra fournir un plan côté du microscope dans l'offre ou, à défaut, indiquer les dimensions minimales de l'emplacement nécessaire à l'équipement.**

Il ne pourra, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'université.

Le titulaire fournira les modalités et les moyens humains et techniques qu'il compte mettre en

œuvre pour acheminer l'équipement jusqu'à son emplacement (déchargement, passage des portes et des couloirs). Il précisera aussi la méthodologie envisagée pour le déplacement transitoire des autres équipements actuellement en place, le cas échéant, mais aussi le démontage/ remontage de cloisons/portes éventuel.

Si le remontage des cloisons existantes n'est pas possible, ou en cas de détérioration par le fait du titulaire, celui-ci s'engage à en remonter de nouvelles à l'identique.

L'attention des candidats est portée sur les points suivants :

Dans le cas où le titulaire envisage de sous-traiter cette prestation, il devra soumettre au pouvoir adjudicateur, dans son offre initiale, les capacités de l'entreprise qu'il aura retenue.

Les déchets seront évacués par le transporteur. Dans le cas contraire, le coût d'évacuation de ceux-ci seront facturés au titulaire du marché.

Le prix de la livraison, installation sur site et sa mise en marche est inclus dans le prix total de l'offre.

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS.

Il n'existe pas de difficultés exceptionnelles de manutention.

9.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

10. Pénalités

10.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

- de livraison
- de mise en service y compris remise des échantillons modèles

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 0.5 % du montant total HT du montant du marché.

Le délai contractuel est le délai indiqué au bon de commande pour la livraison et sur l'ordre de

service pour l'installation/mise en service et la formation.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché, la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités sont exigibles dès 500 Euros Ht.

Le montant des pénalités, dont l'application aura au préalable été notifiée par écrit au titulaire, sera déduit de la facture du mois concerné par l'Administration.

10.2 Autres pénalités

En complément de l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes seront applicables :

- Non-respect de confidentialité et protection des données à caractère personnel

En cas de non-respect des conditions de l'article 1.5, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s), selon les modalités suivantes : 200 euros HT par constat de non-respect de l'obligation de confidentialité

- En cas de non- remise des échantillons modèles prévue à l'article 18.2 il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s), selon les modalités suivantes : 200 euros HT par constat de non-respect

- Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11. Constatation de l'exécution des prestations

11.1 Admission du matériel

Phase 1 : Admission de bon fonctionnement ou d'aptitude

Ces opérations d'essais de bon fonctionnement seront effectuées, selon la date déterminée entre le titulaire et l'université, à l'issue de la mise en service de l'équipement et de la formation.

Si la qualité n'est pas conforme aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur prononce l'ajournement de l'admission du matériel.

Il exige ainsi du titulaire, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure écrite, dans un délai de 15 jour maximum :

- Soit de reprendre l'appareil, le titulaire supporte alors les frais occasionnés par l'enlèvement et le remplacement de la machine le cas échéant ;
- Soit d'achever la prestation dans un délai de 15 jours dans les locaux de l'université.

A l'issue des tests positifs, le Directeur du laboratoire MAPIEM signera un procès-verbal d'admission de bon fonctionnement qui déclenchera le paiement de 80 % du montant du marché.

Phase 2 : Admission de service régulier /Admission définitive

Le matériel et les accessoires seront testés pendant une période de 30 jours calendaires d'utilisation à l'issue de laquelle l'admission définitive du matériel sera réalisée.

Un Procès-verbal d'admission de service régulier sera délivré par le responsable de projet et signé du Directeur du laboratoire MAPIEM. Ce document donnera lieu au solde (20 %) du montant du marché.

NB : En cas de non admission, trois décisions peuvent être prises : ajournement, réfaction ou rejet.

Si les opérations de vérifications régulières ne sont pas effectives, le titulaire doit prendre toute disposition pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement normal.

L'UTLN peut également décider de différer en tout ou en partie le règlement ou de le réduire.

L'admission ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité éventuelle.

Le PV d'admission définitif ou dit de service régulier, détermine la date de départ de la garantie et le transfert de propriété. Conformément à l'article 28 du CCAG fournitures courantes et de services, si le procès-verbal n'est pas notifié au titulaire dans les 15 jours qui suivent l'admission, celle-ci est réputée acquise.

12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

13. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

En complément des dispositions de l'article 33 du CCAG FCS, les garanties particulières obligatoires suivantes seront mises en œuvre et mentionnées dans l'offre remise :

- L'ensemble du matériel seront garantis à minima 2 ans pièces, déplacement et main d'œuvre.

13.1 Durée de la garantie

Partie opérative

La garantie proposée doit être de 2 ans minimum sur les équipements et accessoires ou pendant la durée de vie prévue par le fabricant, si celle-ci est supérieure, à compter du jour de la signature du PV d'admission. **Elle devra être mentionnée à l'offre du devis détaillé remis, elle démarre à compter du jour de l'admission des fournitures**

Partie logicielle et postes informatiques

b) partie logicielle

- La garantie proposée doit inclure obligatoirement les mises à jour mineures sur les logiciels pendant toute la durée du marché à compter du jour de la signature du PV d'admission définitif puis, gratuitement pendant 5 ans.
- Les montées de version seront de préférence gratuites et systématiquement fournies sans qu'il y ait besoin d'en faire la demande pendant les 2 années qui suivront la date d'admission définitive.

13.2 Périmètre de la garantie

Dans le cadre de la garantie, le titulaire s'oblige à remplacer à ses frais la fourniture qui serait défectueuse.

Cette garantie couvre également l'ensemble des frais consécutifs, notamment de déplacement du personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de fourniture nécessité par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la fourniture ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

13.3 Délai de remplacement au titre de la garantie

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour remplacer les éléments défectueux au titre de la garantie dans les meilleurs délais.

Il est souhaité une longue durée de garantie de la disponibilité des pièces détachée.

13.4 Privation de jouissance

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée à condition de le justifier en apportant les éléments probants. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

14. Assurances

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

15. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Toulon.

16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

17. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent le marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

17.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations

prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

18. Clauses techniques

Les réponses des candidats permettant de justifier les spécificités techniques de l'équipement et des prestations accessoires comme demandé ci-dessous, seront collectées obligatoirement dans le cadre de réponse technique joint au DCE. Elles devront répondre aux spécifications techniques ci-dessous énumérées.

Les clauses techniques applicables sont les suivantes :

18.1 Règlement, normes et documentation

L'ensemble du matériel devra répondre aux normes CE et en être estampillé. Une documentation en français ou anglais devra être fournie lors de l'installation. Elle comportera à minima un guide d'utilisation du logiciel, une Foire Aux Questions pour les problèmes techniques courants.

18.2 Caractéristiques techniques détaillées et exigences minimales

Objectif :

Cet équipement sera installé dans un laboratoire de recherche et mutualisé entre le laboratoire Mapiem, l'école Seatech et l'UFR sciences et techniques (Matériaux Polymères Interfaces Environnement Marin) et sera utilisé principalement par des personnels techniques, des enseignants chercheurs et des étudiants.

Cet appareil sera valorisé dans le cadre de la plateforme technologique SIM permettant de réaliser des prestations externes.

18.2.1 Spécification techniques obligatoires

L'achat porte sur les matériels et logiciels suivants :

1 : Station d'électrochimie locale à balayage

- Une platine associée à un système de déplacement micrométrique (xyz) motorisée utilisable avec toutes les techniques électrochimiques exigées dans le cadre de ce marché. Cette platine devra avoir un débattement minimum de 10 cm dans les 3 axes avec une résolution de déplacement inférieure à 10 nanomètres en x et y et 5 nanomètres en z. En mode scanning, le déplacement de la sonde pourra se faire en mode continu ou en mode pas à pas. Un système de fixation des électrodes composé de bras articulés fixés doit être inclus.

- Un vidéo/microscope avec un objectif longue distance et un grossissement optique x4 pour positionner la sonde à proximité de la surface de l'échantillon.
- Un ordinateur avec la licence Windows équipé de l'ensemble des connectiques et des cartes électroniques nécessaire au pilotage des différents équipements & à l'acquisition des données, un écran de 24 pouces, un clavier AZERTY et une souris. Un logiciel pour gérer les déplacements de la platine, l'acquisition des données (incluant les courbes d'approche -SECM) et le traitement des résultats devra être installé sur le PC (licence multipostes ou à défaut avec une licence sur clé USB type dongle, perpétuelle avec mise à jour 5 ans & changement de version 2 ans gratuits). En complément, un ou deux logiciels de représentation des données (2D – cartographies, représentation 3D de la topographie) et d'ajustement de courbes à des données pour les courbes d'approche (curve fitting) seront incluses dans l'offre.
- Cette base décrite ci-dessus sera **obligatoirement évolutive et accepter les modules suivants** (en vue d'une future et potentielle acquisition) : SKP (Scanning Kelvin Probe), SVET (Scanning Vibrating Electrode Technique), OSP (Optical Surface Profile), SDS (Scanning Droplet System).

2 : Module SECM

- Un module SECM (Scanning Electrochemical Microscopy) permettant de travailler en AC et DC SECM **fourni avec à minima 6 sondes de mesure en platine de 10µm, 1 sonde de mesure en platine de 15µm, 5 sondes de mesure en platine de 2µm, 5 sondes de mesure en platine de 25µm, 2 électrodes de référence Ag/AgCl, 1 contre électrode en platine toutes compatibles avec le module SECM.** La possibilité d'utiliser le mode SECM avec des sondes de mesure de très petite taille (<5 µm) doit être obligatoire.
- Un potentiostat galvanostat équipé de 2 voies (voies pour mesure d'impédance + câbles) avec les spécifications suivantes : haute résolution pour les courants inférieurs à 1 µV, faibles courants (gammes jusqu'à 1pA et résolution 3MHz). La carte de calibration doit être intégrée. Cet équipement devra servir pour les mesures en SECM. 2 supports avec potence et pinces permettant de fixer les 2 voies à proximité de la platine doit être inclus.
- **Un module complémentaire permettant en SECM l'acquisition simultanée de la topographie de surface de l'échantillon et la mesure de la réactivité électrochimique locale. Fournir 1 sonde de platine de 25 µm et 1 autre de 10 µm avec un corps en silice fondue permettant d'utiliser ce module.**
- Une cellule petit volume avec 2 kits de pièces détachées (avec à minima les joints de la cellule) et 1 cellule pour échantillon plat (surface d'analyse > 0.5 cm²) pour effectuer des mesures en SECM.
- Un échantillon modèle (métal avec dimensions contrôlés) sera fourni lors de la mise en service pour la vérification et admission du matériel.

3: Module LEIS

- Un module LEIS (Local Electrochemical Impedance Spectroscopy) incluant un potentiostat (+/-12V), une cellule de mesure grand volume avec ses accessoires (joints, vis, écrous) **et 4 bielectrodes de platine spécifiques à la mesure de LEIS.**
- Un échantillon modèle (métal dans une matrice isolante) sera fourni lors de la mise en service pour la vérification et admission du matériel.

18.2.2 Service après-vente (SAV)

Le candidat indiquera obligatoirement les moyens et services mis en œuvre pour assurer les services aux clients après la vente du matériel et notamment :

- Nom la société en charge du SAV;
- Modalités de gestion de la prise de contact du client ;
- Gestion du stock des pièces de rechange ;
- Suivi du client.

La langue utilisée est obligatoirement le français ou l'anglais.

Le titulaire devra :

- Fournir une assistance téléphonique (hot line) en français ou en anglais et gratuite ;
- Préciser le délai d'intervention, celui-ci ne saurait être supérieur à 10 jours ouvrés en intervention sur place, et 2 jours ouvrés pour un dépannage à distance (téléphonique...) ;
- Préciser le coût d'une journée d'intervention d'un technicien sur site ou le lieu de l'atelier de réparation & le coût horaire du technicien ;
- Préciser si la société a un atelier de réparation de cartes électroniques ou alors si elle procède au remplacement intégral de ces cartes ;
- Préciser la durée de garantie de réparabilité de l'équipement ;
- Préciser la liste et le coût des consommables de l'équipement ainsi que les délais de livraison et les frais de port afférents ;
- Indiquer les conditions pouvant être proposées au-delà de la période de garantie.
- Indiquer si les équipements proposés sont toujours en fabrication ou s'il s'agit de fin de série ainsi que la date de début de commercialisation.

Ces éléments devront figurer dans le cadre de réponse technique.

18.2.3 Livrables et documentation

Toute la documentation devra être en langue française ou anglaise.

Sont obligatoires :

- Documentation technique incluant le Manuel opérateur du matériel et des logiciels installés;
- Rapport d'installation incluant les tests de vérification de l'appareil lors de l'installation sur site

Sont facultatives :

Notes d'applications pour les appareillages & accessoires installés.

19. Droits et Langue

19.1 Règlement amiable des différends

Avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution de l'accord-cadre, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article 142 du décret 2016-360).

Organe chargé des procédures de médiation :

Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)
CCRA de Marseille
Place Félix Baret
CS 80001
13 282 Marseille cedex 06
Tél : 04.84.35.45.54 – Courriel : catherine.pietri@paca.gouv.fr

19.2 Litige

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulon est compétent en la matière.

19.3 Langue

Le français est la seule langue acceptée pour la totalité des documents administratifs. Elle est aussi exclusivement la seule langue acceptée pour tous les échanges à caractère administratifs, financier ou contentieux.

Tous les documents techniques peuvent être adressés en français ou en anglais.

20. Clauses complémentaires

CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles les informations qui lui sont communiquées à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si leur divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

En outre, dès l'échéance du terme contractuel ou à la date d'effet de la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des informations de l'administration.

RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

1- Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

2- Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

3- Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : referent-laicite@univ-tln.fr

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

4- Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 250 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

Le recours à un médiateur des entreprises est exclu au titre du manquement dit de laïcité

21. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations